

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2003/27624]

10 JUIN 2003. — Circulaire relative au droit de timbre - paiement en espèces

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins

Pour information :

A Messieurs les Gouverneurs

A Mesdames et Messieurs les Députés permanents

A Mesdames et Messieurs les Secrétaires et Receveurs communaux

A Mesdames et Messieurs les Greffiers provinciaux

Mesdames,

Messieurs,

Objet : Droit de timbre. — Paiement en espèces.

Le *Moniteur belge* du 30 mai 2002 a publié l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route, ainsi que l'arrêté ministériel du 8 mai 2002 pris en exécution de l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route.

L'arrêté royal a été inspiré par la nécessité de moderniser les modes de paiement du droit de timbre : le but est de remplacer l'utilisation des timbres fiscaux adhésifs par un système de paiement en espèces différé pour certains actes et écrits. Il en résulte la modification des articles 1^{er} et 26 de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre et l'insertion d'un article 26bis nouveau.

L'article 64 de l'arrêté royal susmentionné remplace l'article 1^{er}, alinéa 4 de l'arrêté du Régent précité. Désormais, il sera possible, dans certains cas, de payer le droit de timbre en espèces, sur base de déclarations périodiques et au moyen de virements trimestriels. En d'autres termes, il n'est plus obligatoire d'utiliser des timbres fiscaux adhésifs.

L'article 65 du même arrêté royal apporte seulement des modifications terminologiques à l'alinéa 1^{er} de l'article 26 de l'arrêté du Régent précité. Cela concerne, le renvoi au directeur général du cadastre, de l'enregistrement et des domaines comme organe compétent pour recevoir la notification par laquelle les banquiers font connaître leur intention de payer les droits de timbre en espèces (voir l'article 11, 1^o, 3^o, 4^o et 6^o, C.T.). A l'alinéa 1^{er}, 3^o, le renvoi à l'article 1^{er}, dernier alinéa, est remplacé par le renvoi à l'article 1^{er}, alinéa 4.

L'article 66 de cet arrêté royal insère dans l'arrêté du Régent précité un article 26bis nouveau. Il concerne les conditions à respecter s'il est fait usage de la faculté offerte par l'article 1^{er} de payer le droit de timbre en espèces.

Ces articles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Un extrait de l'arrêté royal est repris en annexe 1^{re} et la version coordonnée des articles se trouve en annexe 2.

L'article 29, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel contient la réglementation du paiement du droit de timbre par les titulaires des licences de transport (à l'Administration du Transport terrestre).

Un extrait de l'arrêté ministériel est repris en annexe 3.

Un premier commentaire figure ci-dessous.

1. Arrêté royal du 7 mai 2002.

1.1. Actes et écrits

L'arrêté royal susvisé étend la faculté offerte à l'article 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 précité, de payer le droit de timbre en espèces aux actes et écrits suivants (art. 8, 13^o à 20^o et 22^o, C.T.) :

- les extraits, délivrés à des particuliers, des registres de l'état civil et des registres tenus par les officiers de l'état civil pour les actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation et la perte de la nationalité; les certificats délivrés à des particuliers par les officiers de l'état civil, par les bourgmestres ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant desdits registres (13^o);

- les certificats d'identité, de nationalité, de domicile ou de résidence et les certificats de bonne conduite ou de moralité, délivrés à des particuliers par les bourgmestres ou leurs délégués (14^o);

- les actes passés à l'intervention de particuliers ou qui leur sont délivrés soit en original, brevet, expédition, copie ou extrait, soit sous forme de certificat, lettre ou autre écrit quelconque, pour faire titre d'une concession, permission ou autorisation ayant pour objet l'usage du domaine public ou privé de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics ou l'exercice d'une activité dont le monopole est réservé à ces organismes, encore que le prix de la concession, permission ou autorisation aurait le caractère d'un impôt; les actes portant cession des droits résultant d'une concession, permission ou autorisation visée ci-dessus (15^o);

- les actes passés ou délivrés dans les mêmes conditions, pour faire titre d'une autorisation, agrégation ou approbation qui est accordée, en exécution de lois et règlements de droit public ou administratif :

a) aux fins de l'exercice d'une activité professionnelle;

b) en vue d'établir, modifier, réparer ou supprimer des constructions, plantations ou ouvrages immobiliers de toute nature;

c) en vue d'installer, modifier ou déplacer un établissement classé comme dangereux, insalubre ou incommode;

d) en vue d'établir à demeure sur un immeuble, modifier ou déplacer, des enseignes, des objets en saillie sur la voie publique ou tous autres prévus par les règlements;

e) en vue de détenir des pigeons voyageurs;

f) en vue de représenter des films cinématographiques (16^o);

- les certificats d'immatriculation et les permis de circulation de véhicules automoteurs; les certificats d'immatriculation et les certificats ou licences de navigabilité d'aéronefs (17^o);

- les certificats de jaugeage des navires et bateaux, remis aux intéressés; les actes de dispense de jaugeage; les permis de navigation; les certificats de sécurité et les documents en tenant lieu; les lettres de mer; les certificats de propriété et ceux de nationalité des bateaux de pêche (18°);

- les rôles d'équipages des navires de commerce et des bateaux de pêche; leurs expéditions, copies ou extraits (19°);

- les duplicata, remis aux déposants, des actes de dépôt des demandes de brevets; ceux des descriptions et dessins déposés de l'objet des inventions (20°);

- les expéditions, copies ou extraits d'actes ou de documents quelconques délivrés à des particuliers par les administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics, à l'exclusion de ceux qui sont délivrés d'office à titre de notification (22°).

1.2. Droit de timbre dû

Ces actes et écrits sont assujettis à un droit de timbre de 5 euros (art. 8 C.T.)

1.3. Débiteur du droit de timbre

Conformément aux articles 42 et 51 du Code des droits de timbre, l'article 1^{er}, alinéa 4 modifié de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 précise que l'administration, l'établissement public, l'officier de l'état civil, ou le bourgmestre ou son délégué sont considérés comme débiteurs du droit de timbre, pour les actes ou écrits qu'ils dressent et pour les actes passés à leur intervention.

1.4. Paiement différé

Les articles 12 et 22 du C.T. posent le principe selon lequel les actes et écrits visés à l'article 8 et dressés en Belgique sont assujettis à un droit de timbre, dès le moment où ils sont dressés. L'apposition de timbres fiscaux adhésifs est ici le mode de paiement classique.

Une exception à ce principe a été introduite par l'arrêté royal du 12 août 1970 pour les actes et écrits dressés ou acceptés par les banquiers ou les personnes y assimilées. Pour ceux-ci, on a autorisé le paiement en espèces du droit de timbre dû, sur base de déclarations périodiques (articles 1^{er}, alinéa 4, et 26 de l'arrêté du Régent).

L'arrêté royal du 7 mai 2002 étend cette faculté à certains actes et écrits mentionnés à l'article 8 du C.T.

1.5. Procédure et conditions

Le droit de timbre peut être acquitté par le débiteur au moyen de virements trimestriels, sur base de déclarations périodiques. Ces déclarations sont déposées au bureau des domaines et amendes pénales, ou à défaut d'un tel bureau, au bureau d'enregistrement chargé de l'enregistrement des actes judiciaires dans le ressort duquel il est établi. Le débiteur doit respecter les conditions qui sont imposées par l'article 26bis nouveau de l'arrêté du Régent. Cette disposition est claire de telle sorte qu'il suffit ici d'une reproduction simplifiée des obligations imposées :

- le débiteur notifie, au préalable, au directeur général de l'ACED, par lettre recommandée à la poste, qu'il a l'intention de faire usage du paiement différé, en indiquant pour quels actes et écrits;

- le débiteur tient un répertoire (ou un autre document) sur lequel les actes et écrits sont mentionnés d'une manière déterminée, selon un numéro d'ordre. Ces répertoires (ou documents) sont conservés pendant cinq ans, à compter de la dernière inscription;

- sur chaque acte ou chaque écrit est mis un numéro d'ordre ainsi que la formule mentionnée à l'article 26bis, alinéa 1^{er}, 4°;

- dans le mois de l'expiration de chaque trimestre civil, remettre au bureau compétent, une déclaration en double exemplaire, datée et certifiée conforme, contenant par catégorie (1), pour le trimestre écoulé, le nombre d'actes et d'écrits, dressés par lui ou à son intervention. Un exemplaire, avec accusé de réception, est restitué au déposant;

- dans le même délai, le montant des droits dus est viré;

- les erreurs et omissions sont rectifiées par le dépôt d'une déclaration spéciale à condition que les droits complémentaires soient immédiatement payés. Il est tenu compte de l'excédent payé, lors du versement trimestriel suivant;

les infractions sont punies d'une amende égale au droit éludé, avec un minimum de 25 euros.

2. Arrêté ministériel du 8 mai 2002

Conformément à l'article 8, 16° a) du Code des droits de timbre, le droit de timbre est dû pour la première délivrance, le renouvellement, le remplacement et la délivrance d'un duplicata de l'original et des copies des licences de transport national ou des licences de transport communautaire.

L'article 28, § 1^{er} de cet arrêté ministériel règle le paiement différé du droit de timbre, par le requérant de la licence, à l'Administration du Transport. Cette administration peut ensuite recourir à la procédure de paiement différé telle que visée aux articles 64, 65 et 66 de l'arrêté royal du 7 mai 2002.

(1) Par exemple : 25 écrits en vertu de l'article 8, 14°, C.T.; 33 actes en vertu de l'article 8, 15°, C.T.

ANNEXE 1^{re}

Extrait du *Moniteur belge* du 30 mai 2002

7 MAI 2002. — Arrêté royal relatif au transport de choses par route

Titre VIII. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives

Section 1^{re}. — Modifications à l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre

Art. 64. L'article 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le droit dû pour les actes et écrits désignés à l'article 8, 13° à 20° et 22° et à l'article 11, 1°, 3°, 4° et 6° du Code peut être acquitté en espèces, aux conditions prévues aux articles 26 et 26bis du présent arrêté, sur base de déclarations périodiques remises au bureau du timbre ou, à défaut, au bureau de l'enregistrement chargé de l'enregistrement des actes judiciaires dans le ressort duquel ils sont établis.

Les droits dus sont acquittés :

1° lorsqu'ils sont dus par application de l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code, par l'administration, l'établissement public, l'officier de l'état civil ou le bourgmestre ou son délégué, pour les actes ou écrits qu'ils dressent et pour les actes passés à leur intervention;

2° lorsqu'ils sont dus par application de l'article 11, 1°, 3°, 4° et 6° du Code, par le banquier ou la personne y assimilée par l'article 54 dudit Code, pour les actes ou écrits dressés ou acceptés par eux. »

Art. 65. A l'article 26, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1970 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « notifier au directeur général de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines » sont remplacés par les mots « notifier au directeur général du cadastre, de l'enregistrement et des domaines »;

2° au 3°, les mots « à l'article 1^{er}, dernier alinéa » sont remplacés par les mots « à l'article 1^{er}, alinéa 4 ».

Art. 66. Dans le même arrêté, il est inséré un article 26bis, rédigé comme suit :

« L'administration, l'établissement public, l'officier de l'état civil ou le bourgmestre ou son délégué qui désire faire usage de la faculté d'acquitter en espèces le droit dû pour les actes et écrits désignés à l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code doit se conformer aux conditions suivantes :

1° notifier, au préalable, au directeur général du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, par lettre recommandée à la poste, qu'il s'engage à respecter les prescriptions énoncées sous 2° à 4° ci-après, en précisant, par référence à l'article 8 précité, les catégories d'actes et écrits pour lesquels le paiement du droit sera effectué en espèces;

2° tenir un répertoire ou autre document sur lequel sont mentionnés, dès leur rédaction, selon une numérotation ininterrompue, les actes et écrits assujettis à l'impôt en vertu de l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code. La mention comporte, outre le numéro d'ordre, la nature du document, la personne à qui le document est délivré ou à l'intervention de laquelle il est passé, le nombre d'exemplaires assujettis au droit et le montant du droit dû. Tout document mentionné au répertoire ou autre document est annoté de son numéro d'ordre;

3° dans le mois de l'expiration de chaque trimestre civil, remettre au bureau désigné à l'article 1^{er}, alinéa 4, une déclaration en double exemplaire, datée et certifiée conforme à ses écritures, faisant connaître, pour le trimestre écoulé, le nombre d'exemplaires des actes et écrits dressés par lui ou à son intervention et assujettis au timbre en vertu de l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code, par disposition concernée. Dans le même délai, le montant des droits dus est viré au compte courant postal du bureau précité. Un exemplaire de la déclaration, revêtu d'un accusé de réception, est restitué au déclarant;

4° porter, sur chaque écrit pour lequel le droit de timbre doit être payé à l'Etat, sur déclaration, une mention apparente rédigée comme suit : « Droit de timbre de 5 euros payé sur déclaration par (dénomination de l'administration ou de l'établissement public).

Les alinéas 2 à 5 de l'article 26 sont applicables. »

...

CHAPITRE IV. - Dispositions finales

Art. 76. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003, à l'exception des articles 73 et 75, alinéa 2 qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2002.

ANNEXE 2

Texte coordonné des articles 1^{er}, 26 et 26bis de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre tel qu'il sera d'application à partir du 1^{er} janvier 2003.

Art. 1^{er}

(modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté du Régent du 23 avril 1951, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 3 décembre 1965, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1967, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 octobre 1967, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 août 1970, l'article 16 de l'arrêté royal du 11 décembre 2001 et l'article 64 de l'arrêté royal du 7 mai 2002).

Le paiement du droit dû sur les actes et écrits désignés aux articles 4, alinéa 2, 5, alinéa 2, 8, 11, 14 et 21 du Code des droits de timbre doit, sous réserve de ce qui est dit aux articles 31, alinéa 2, et 38 du même code, être constaté, sur lesdits actes ou écrits, au moyen de l'apposition et de l'annulation de timbres adhésifs ou au moyen du timbrage extraordinaire.

Il en est de même en ce qui concerne le droit dû sur les actes et répertoires visés respectivement aux articles 4, alinéa 1^{er}, et 5, alinéa 1^{er}, du Code, lorsqu'il n'est pas fait usage de papiers timbrés débités l'administration, en raison soit d'une disposition de loi particulière, soit d'une dérogation accordée par le Ministre des Finances ou son délégué.

L'emploi de timbres adhésifs peut être remplacé par le timbrage à l'aide d'une machine, conformément à la réglementation sur la matière.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le droit dû pour les actes et écrits désignés à l'article 8, 13° à 20° et 22° et à l'article 11, 1°, 3°, 4° et 6° du Code peut être acquitté en espèces, aux conditions prévues aux articles 26 et 26bis du présent arrêté, sur base de déclarations périodiques remises au bureau du timbre ou, à défaut, au bureau de l'enregistrement chargé de l'enregistrement des actes judiciaires dans le ressort duquel ils sont établis.

Les droits dus sont acquittés :

1° lorsqu'ils sont dus par application de l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code, par l'administration, l'établissement public, l'officier de l'état civil ou le bourgmestre ou son délégué, pour les actes ou écrits qu'ils dressent et pour les actes passés à leur intervention;

2° lorsqu'ils sont dus par application de l'article 11, 1°, 3°, 4° et 6° du Code, par le banquier ou la personne y assimilée par l'article 54 dudit Code, pour les actes ou écrits dressés ou acceptés par eux.

Art. 26

(arrêté royal du 12 août 1970, art. 2, modifié par les articles 240 de la loi du 22 décembre 1989, 1^{er} de l'arrêté royal du 27 août 1993 et 65 de l'arrêté royal du 7 mai 2002).

Le banquier ou la personne assimilée à un banquier, qui désire faire usage de la faculté d'acquitter en espèces les droits dus pour les actes et écrits désignés à l'article 11, 1°, 3°, 4° ou 6°, du Code, dressés ou acceptés par lui, doit, au préalable, notifier au directeur général du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, par lettre recommandée à la poste, qu'il s'engage à respecter les prescriptions suivantes, en précisant, par référence à l'article 11 précité, les catégories d'actes et écrits pour lesquels le paiement des droits sera effectué en espèces.

1° Le banquier ou la personne y assimilée doit tenir une comptabilité permettant de déterminer le nombre d'arrêtés et d'extraits de compte assujettis au droit en vertu de l'article 11, 4°, du Code.

2° Le banquier ou la personne y assimilée doit tenir des répertoires ou autres documents sur lesquels sont mentionnés dès leur rédaction ou leur acceptation, selon une numérotation ininterrompue, les actes et écrits assujettis à l'impôt en vertu de l'article 11, 1°, 3° ou 6° du Code. La mention comporte, outre le numéro d'ordre, la nature de l'opération, le nom du client, le nombre d'exemplaires assujettis au timbre et le montant des droits dus; tout écrit mentionné au répertoire ou document est annoté de son numéro d'ordre.

3° Dans le mois de l'expiration de chaque trimestre civil, le banquier ou la personne y assimilée doit remettre au bureau désigné à l'article 1^{er}, alinéa 4, une déclaration en double exemplaire, datée et certifiée conforme à ses écritures, faisant connaître, pour le trimestre écoulé, d'une part, le nombre d'exemplaires des actes et écrits assujettis au timbre en vertu de l'article 11, 1°, 3° ou 6°, qui ont été dressés ou acceptés par lui et, d'autre part, le nombre d'arrêtés et d'extraits de compte assujettis au timbre en vertu de l'article 11, 4°, qu'il a dressés.

Dans le même délai, le montant des droits dus est viré au compte courant postal du bureau précité. Un exemplaire de la déclaration, revêtu d'un accusé de réception, est restitué au déclarant.

4° Les écrits pour lesquels le droit de timbre doit être payé à l'Etat sur déclaration sont revêtus d'une mention apparente ainsi rédigée :

« Droit de timbre de 0,15 EUR payé sur déclaration par (raison sociale du banquier ou de la personne assimilée) ».

Le Ministre des Finances ou son délégué peut, aux conditions qu'ils fixent, accorder des dérogations aux prescriptions du présent article.

Si, après vérification, des erreurs ou omissions sont constatées dans les déclarations, une déclaration spéciale faisant apparaître les conséquences de la rectification de ces erreurs ou omissions est remise au bureau compétent. Les droits supplémentaires doivent être payés immédiatement après la constatation des erreurs ou omissions.

En cas de paiement excessif, l'excédent est imputé sur le montant du plus prochain versement, sous réserve du droit de contrôle de l'administration.

Les répertoires ou autres documents tenus en exécution du 2° ci-avant doivent être conservés pendant cinq ans à compter de la dernière inscription.

Pour toute contravention aux prescriptions du présent article, il est encouru une amende égale au droit exigible, avec minimum de 25,00 EUR.

Art. 26bis

(introduit par l'article 66 de l'arrêté royal du 7 mai 2002).

L'administration, l'établissement public, l'officier de l'état civil ou le bourgmestre ou son délégué qui désire faire usage de la faculté d'acquitter en espèces le droit dû pour les actes et écrits désignés à l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code doit se conformer aux conditions suivantes :

1° notifier, au préalable, au directeur général du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, par lettre recommandée à la poste, qu'il s'engage à respecter les prescriptions énoncées sous 2° à 4° ci-après, en précisant, par référence à l'article 8 précité, les catégories d'actes et écrits pour lesquels le paiement du droit sera effectué en espèces;

2° tenir un répertoire ou autre document sur lequel sont mentionnés, dès leur rédaction, selon une numérotation ininterrompue, les actes et écrits assujettis à l'impôt en vertu de l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code. La mention comporte, outre le numéro d'ordre, la nature du document, la personne à qui le document est délivré ou à l'intervention de laquelle il est passé, le nombre d'exemplaires assujettis au droit et le montant du droit dû. Tout document mentionné au répertoire ou autre document est annoté de son numéro d'ordre;

3° dans le mois de l'expiration de chaque trimestre civil, remettre au bureau désigné à l'article 1^{er}, alinéa 4, une déclaration en double exemplaire, datée et certifiée conforme à ses écritures, faisant connaître, pour le trimestre écoulé, le nombre d'exemplaires des actes et écrits dressés par lui ou à son intervention et assujettis au timbre en vertu de l'article 8, 13° à 20° et 22° du Code, par disposition concernée. Dans le même délai, le montant des droits dus est viré au compte courant postal du bureau précité. Un exemplaire de la déclaration, revêtu d'un accusé de réception, est restitué au déclarant;

4° porter, sur chaque écrit pour lequel le droit de timbre doit être payé à l'Etat, sur déclaration, une mention apparente rédigée comme suit : « Droit de timbre de 5 euro payé sur déclaration par (dénomination de l'administration ou de l'établissement public) ».

Les alinéas 2 à 5 de l'article 26 sont applicables.

ANNEXE 3

Extrait du *Moniteur belge* du 30 mai 2002

8 MAI 2002. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route

....

TITRE II. — Licences de transport

...

CHAPITRE III. — Entreprises établies en Belgique - Dispositions communes aux licences de transport national et aux licences de transport communautaire

...

Section 6. — Droits de timbre et redevances

Art. 29

§ 1^{er}. Le montant correspondant au droit de timbre dû pour la première délivrance, le renouvellement, le remplacement et la délivrance d'un duplicata de l'original et des copies des licences de transport national ou des licences de transport communautaire, est réclamé lors de l'exécution de ces opérations.

Ce montant est viré au compte de l'Administration du Transport terrestre par les titulaires des licences de transport visées à l'alinéa 1^{er}, dans les trente jours qui suivent l'émission de l'invitation à payer y relative.

§ 2. La redevance due par les titulaires des licences de transport visées au § 1^{er} est virée au compte de l'a.s.b.l. Institut du Transport routier, dans les trente jours qui suivent l'émission de l'invitation à payer y relative.

Art. 48

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2003/27624]

10. JUNI 2003 — Rundschreiben über die Stempelsteuer - Barzahlung

An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen

Zur Information:

An die Herren Provinzgouverneure

An die Damen und Herren Ständigen Abgeordneten

An die Damen und Herren Gemeindesekretäre und Gemeindeeinnehmer

An die Damen und Herren Provinzialsekretäre

Sehr geehrte Damen und Herren!

Betr.: Stempelsteuer —Zahlung in bar

Im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Mai 2002 sind der Königliche Erlass vom 7. Mai 2002 betreffend den Güterkraftverkehr sowie der ministerielle Erlass vom 8. Mai 2002 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2002 betreffend den Güterkraftverkehr veröffentlicht worden.

Der Königliche Erlass beruht auf der Notwendigkeit, die Verfahren zur Zahlung der Stempelsteuer zu modernisieren: der Zweck ist der Ersatz der herkömmlichen Klebesteuermarken durch eine verschobene Barzahlung für bestimmte Akten und Schriftstücke. Hieraus ergibt sich eine Änderung der Artikel 1 und 26 des Erlasses des Regenten vom 18. September 1947 zur Durchführung des Stempelsteuergesetzbuches und die Einfügung eines neuen Artikels *26bis*.

Der Artikel 64 des vorgenannten Königlichen Erlasses ersetzt den 4. Absatz von Artikel 1 des vorgenannten Erlasses des Regenten. So ist es von nun an in bestimmten Fällen möglich, die Stempelsteuer mittels vierteljährlichen Überweisungen in bar zu zahlen, auf der Grundlage von regelmäßigen Erklärungen. In diesen Fällen gibt es demnach keine Pflicht mehr, Klebesteuermarken zu verwenden.

Der Artikel 65 desselben Königlichen Erlasses führt nur einige terminologische Änderungen zum 1. Absatz von Artikel 26 des vorgenannten Erlasses des Regenten ein. Dies betrifft die Bezeichnung des Generaldirektors der Kataster-, Registrierung- und Domänenverwaltung als zuständige Behörde für die Zustellung der Erklärung, durch welche die Banken ihre Absicht mitteilen, die Stempelsteuer in bar zu zahlen (Siehe Artikel 11, 1°, 3°, 4° und 6° des Stempelsteuergesetzbuches). In Art. 1, 3° wird die Verweisung auf Art. 1, letzter Absatz durch eine Verweisung auf Art. 1, 4. Absatz ersetzt.

Durch Art. 66 dieses Königlichen Erlasses wird ein neuer Artikel *26bis* in den vorgenannten Erlass des Regenten eingefügt. Dieser Artikel betrifft die Bedingungen, die einzuhalten sind, um von der in Art. 1 gegebenen Möglichkeit, die Stempelsteuer in bar zu zahlen, Gebrauch zu machen.

Diese Artikel treten am 1. Januar 2003 in Kraft.

Ein Auszug dieses Königlichen Erlasses wird in der Anlage 1 beigelegt, und die koordinierte Fassung dieser Artikel steht in der Anlage 2.

Der Artikel 29, § 1 des Ministerialerlasses enthält die Regelung über die Zahlung der Stempelsteuer durch die Inhaber der Verkehrsgenehmigungen (bei der Landtransportverwaltung).

Die Anlage 3 enthält einen Auszug des Ministerialerlasses.

Hierunter steht ein erster Kommentar.

1. Königlicher Erlass vom 7. Mai 2002

1.1 Akten und Schriftstücke

Der oben angeführte Königliche Erlass erweitert die in Art. 1, Absatz 4 des oben erwähnten Erlasses des Regenten vom 18. September 1947 gegebene Möglichkeit der Barzahlung der Stempelsteuer auf folgende Akten und Schriftstücke (Art. 8, 13° bis 20° und 22° des Stempelsteuergesetzbuches):

die den Privatpersonen zugestellten Auszüge der Personenstandsregister und der von Standesbeamten geführten Register für Akten betreffend den Erwerb, die Wiedererlangung, die Erhaltung und den Verlust der Staatsangehörigkeit; die den Privatpersonen durch die Standesbeamten, Bürgermeister oder ihre Vertreter zugestellten Zeugnisse, die Tatbestände bescheinigen, die sich aus den besagten Registern ergeben (13°);

die Identitäts-, Staatsangehörigkeits-, Wohnsitz- oder Wohnortsbescheinigungen und die Leumunds- oder Moralitätszeugnisse, die von den Bürgermeistern oder ihren Vertretern Privatpersonen zugestellt werden (14°);

die Akten, die durch die Vermittlung von Privatpersonen erstellt oder ihnen ausgehändigt werden, entweder als Original, Urschrift, Abfertigung, Abschrift oder Auszug, oder in der Form eines Zeugnisses, Briefes oder irgend eines Schriftstücks, als Titel einer Konzession, einer Genehmigung oder Erlaubnis mit als Gegenstand die Benutzung des öffentlichen oder privaten Eigentums des Staates, der Provinzen, der Gemeinden und der öffentlichen Einrichtungen oder die Ausübung einer Tätigkeit, deren Monopol diesen Organen vorbehalten ist, obschon der Preis der Konzession, Genehmigung oder Erlaubnis als Steuer gelten könnte; die Akten zur Abtretung von Rechten, die sich aus einer oben erwähnten Konzession, Genehmigung oder Erlaubnis ergeben (15°);

die Akten, die unter denselben Bedingungen erstellt oder ausgehändigt werden, um als Titel einer in Ausführung von Gesetzen oder Verordnungen auf dem Gebiet des öffentlichen oder Verwaltungsrechts gewährten Genehmigung, Zulassung oder Zustimmung zu gelten:

- a) zur Ausübung einer Berufstätigkeit;
- b) zur Errichtung, Änderung, Reparatur oder Abschaffung von Gebäuden, Anpflanzungen oder Immobilienbauwerken jeglicher Natur;
- c) zur Anlage, Änderung oder Verlegung eines als gefährlich, gesundheitsschädlich oder lästig eingestuftes Betriebs;
- d) zur Befestigung an einem Gebäude, Änderung oder Verlegung von Reklameschildern, von über der öffentlichen Straße hängenden oder von anderen in den Verordnungen erwähnten Gegenständen;
- e) zur Haltung von Brieftauben;
- f) zur Vorführung von Kinofilmen (16°);

die Zulassungsbescheinigungen und Fahrzeugausweise für Kraftfahrzeuge; die Zulassungsbescheinigungen und Lufttüchtigkeitszeugnisse oder -lizenzen für Luftfahrzeuge (17°);

die den betroffenen Personen übermittelten Messbriefe für Schiffe und Boote; die Urkunden zur Befreiung der Schiffs- oder Bootsmessung; die Schiffsausweise; die Sicherheitsatteste und gleichwertigen Unterlagen; die Seebriefe; die Eigentums- und Staatszugehörigkeitsatteste für Fischereifahrzeuge (18°);

die Besatzungslisten der Handelsschiffe und Fischereifahrzeuge; deren Ausfertigungen, Abschriften oder Auszüge (19°);

die den Anmeldern übermittelten Duplikate der Anmeldungsurkunden bezüglich Patentanträgen; die Duplikate der hinterlegten Beschreibungen und Zeichnungen des Gegenstands von Erfindungen (20°);

die Ausfertigungen Abschriften oder Auszüge von irgendwelchen Akten oder Unterlagen, die die Verwaltungen des Staats, der Provinzen, Gemeinden und öffentlichen Einrichtungen Privatpersonen übermitteln, mit Ausnahme derjenigen die von Amts wegen als Notifizierung zugestellt werden (22°).

1.2 Zu zahlende Stempelsteuer

Für diese Akten und Schriftstücke ist eine Stempelsteuer in Höhe von 5 Euro zu zahlen (Siehe Art. 8 des Stempelsteuergesetzbuches).

1.3 Schuldner der Stempelsteuer

In Übereinstimmung mit den Artikeln 42 und 51 des Stempelsteuergesetzbuches wird in dem abgeänderten Art. 1, Absatz 4 des Erlasses des Regenten vom 18. September 1947 darauf hingewiesen, dass die Verwaltung, die öffentliche Einrichtung, der Standesbeamte oder der Bürgermeister oder sein Vertreter als Schuldner der Stempelsteuer gelten für die Akten oder Schriftstücke, die sie aufstellen und für die Akten, die durch ihre Vermittlung abgeschlossen werden.

1.4 Verschobene Zahlung

In den Artikeln 12 und 22 des Stempelsteuergesetzbuches wird das Prinzip festgelegt, dass die in Art. 8 erwähnten Akten und Schriftstücke, die in Belgien erstellt werden, ab dem Augenblick, wo sie aufgestellt werden, einer Stempelsteuer unterliegen. Das übliche Zahlungsverfahren ist hier das Anbringen von Klebesteuermarken.

Durch den Königlichen Erlass vom 12. August 1970 wurde hier eine Ausnahme eingeführt, die die Akten und Schriftstücke betrifft, die von Banken oder gleichgestellten Personen aufgestellt oder angenommen werden. Für diese Kategorie von Personen wurde die Barzahlung der Stempelsteuer auf der Grundlage von regelmäßigen Erklärungen erlaubt (Siehe die Artikel 1, Absatz 4, und 26 des Erlasses des Regenten).

Der Königliche Erlass vom 7. Mai 2002 erweitert diese Möglichkeit auf bestimmte Akten und Schriftstücke, die in Art. 8 des Stempelsteuergesetzbuchs angegeben sind.

1.5 Verfahren und Bedingungen

Die Stempelsteuer kann vom Schuldner anhand von vierteljährlichen Überweisungen auf der Grundlage von regelmäßigen Erklärungen gezahlt werden. Diese Erklärungen werden beim Büro der Domänen und Geldstrafen, oder mangels dessen, beim Registrierungsbüro, das mit der Registrierung der in seinem Zuständigkeitsgebiet erstellten gerichtlichen Akten beauftragt ist, hinterlegt. Der Schuldner muss dabei die Bedingungen beachten, die ihm durch den neuen Artikel 26bis des Erlasses des Regenten auferlegt werden. Diese Bestimmung ist eindeutig, so dass es hier genügt, die auferlegten Verpflichtungen vereinfacht zusammenzufassen:

der Schuldner teilt dem Generaldirektor der Kataster-, Registrierungs- und Domänenverwaltung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief im Voraus mit, dass er die Absicht hat, verschobene Zahlungen durchzuführen, wobei er die betroffenen Akten und Schriftstücke angibt;

der Schuldner führt ein Verzeichnis (oder irgend ein anderes Dokument), in dem er die betreffenden Akten und Schriftstücke auf eine bestimmte Weise und nach einer Folgenummer anführt. Diese Verzeichnisse (oder Unterlagen) werden ab der letzten Eintragung während fünf Jahren aufbewahrt;

auf jeder Akte oder jedem Schriftstück steht eine Folgenummer so wie die in Artikel 26bis, Absatz 1, 4° angegebene Formel;

innerhalb eines Monats nach dem Ende eines jeden Kalenderquartals muss der Schuldner dem zuständigen Büro eine datierte und gleichlautend genehmigte Erklärung in doppelter Ausfertigung übergeben, in der für das abgelaufene Quartal und pro Kategorie die Anzahl Akten und Schriftstücke, die von ihm oder durch seine Vermittlung aufgestellt worden sind, angegeben wird;

innerhalb der gleichen Frist wird der Betrag der geschuldeten Stempelsteuern überwiesen;

Fehler und Versäumnisse werden durch die Hinterlegung einer Sondererklärung berichtigt, unter der Voraussetzung, dass die zusätzlichen Stempelsteuern unverzüglich gezahlt werden. Bei der nächsten vierteljährlichen Zahlung wird ggf. der gezahlte Überschuss berücksichtigt;

Verstöße werden mit einem Bußgeld, dessen Betrag der nicht gezahlten Steuer entspricht und mindestens 25 Euro beträgt, geahndet.

2. Ministerieller Erlass vom 8. Mai 2002

Gemäß Artikel 8, 16°, a) des Stempelsteuergesetzbuches ist die Stempelsteuer für die erste Aushändigung, die Erneuerung, den Ersatz und die Aushändigung eines Duplikats des Originals und der Abschriften der Verkehrsgenehmigungen (Lizenzen) für den nationalen oder gemeinschaftlichen Kraftverkehr zu zahlen.

In Art. 28, § 1 dieses ministeriellen Erlasses wird die verschobene Zahlung der Stempelsteuer durch den Antragsteller der Verkehrsgenehmigung (Lizenz) zugunsten der Transportverwaltung geregelt. Diese Verwaltung kann danach auf das Verfahren zur verschobenen Zahlung im Sinne der Artikel 64, 65 und 66 des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2002 zurückgreifen

(INOFFIZIELLE ÜBERSETZUNG)

ANLAGE 1

Auszug aus dem *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Mai 2002

7. MAI 2002 — Königlicher Erlass betreffend den Güterkraftverkehr

Titel VIII — Abänderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

KAPITEL I — Abänderungsbestimmungen

Abschnitt 1 - Abänderungen zum Erlass des Regenten vom 18. September 1947 zur Durchführung des Stempelsteuergesetzbuches

Art. 64 - Artikel 1 Absatz 4 des Erlasses des Regenten vom 18. September 1947 zur Durchführung des Stempelsteuergesetzbuches, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 12. August 1970, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«In Abweichung von Absatz 1 kann die für die in Art. 8, 13° bis 20° und 22° und in Art. 11, 1°, 3°, 4° und 6° des Gesetzbuches bestimmten Akten und Schriftstücke geschuldete Steuer unter Einhaltung der Bestimmungen von Artikel 26 und 26bis des vorliegenden Erlasses in bar gezahlt werden, auf der Grundlage von regelmäßigen Erklärungen, die dem Stempelbüro, oder mangels dessen dem Registrierungsbüro, das mit der Registrierung der in seinem Zuständigkeitsbereich erstellten gerichtlichen Akten beauftragt ist, übermittelt werden.

Die geschuldeten Steuern werden beglichen:

1° wenn sie in Anwendung von Art. 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches von der Verwaltung, der öffentlichen Einrichtung, dem Standesbeamten oder dem Bürgermeister oder dessen Vertreter für von ihnen erstellte oder durch ihre Vermittlung abgeschlossene Akten oder Schriftstücke geschuldet werden;

2° wenn sie in Anwendung von Art. 11, 1°, 3°, 4° und 6° des Gesetzbuches von einer Bank oder einer im Sinne von Art. 54 desselben Gesetzbuches gleichgestellten Person für von ihnen erstellte oder angenommene Akten oder Schriftstücke geschuldet werden;»

Art. 65 - Art. 26, Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 12. August 1970 und abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1989 wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut «dem Generaldirektor der Mehrwertsteuer, der Registrierung und der Domänen (...) mitteilen» wird durch den Wortlaut «dem Generaldirektor des Katasters, der Registrierung und der Domänen (...) mitteilen» ersetzt;

2° bis 3° der Wortlaut «in Art. 1, letzter Absatz» wird durch den Wortlaut «in Art. 1, Absatz 4» ersetzt.

Art. 66 - In denselben Erlass wird ein Artikel 26bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Verwaltung, die öffentliche Einrichtung, der Standesbeamte oder der Bürgermeister oder dessen Vertreter, der von der Möglichkeit Gebrauch machen möchte, die für die Akten und Schriftstücke im Sinne von Art. 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches geschuldete Steuer in bar zu zahlen, muss die folgenden Bedingungen einhalten:

1° dem Generaldirektor des Katasters, der Registrierung und der Domänen im Voraus per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mitteilen, dass er sich dazu verpflichtet, die nachstehend unter 2° bis 4° angeführten Vorschriften einzuhalten, wobei er unter Anlehnung an den vorgenannten Artikel 8 die Kategorien von Akten und Schriftstücken bestimmt, für die die Zahlung der Steuer in bar erfolgt;

2° ein Verzeichnis oder anderes Dokument führen, in dem die Akten und Schriftstücke, die kraft Art. 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches der Steuer unterliegen, ab ihrer Verfassung nach einer fortlaufenden Numerierung vermerkt sind. Neben der Folgenummer enthält dieser Vermerk ebenfalls die Art der Unterlage, die Person, der die Unterlage ausgehändigt wird oder durch deren Vermittlung die Unterlage erstellt wurde, die Anzahl der der Steuer unterliegenden Exemplare, und den Betrag der geschuldeten Steuer. Jede im Verzeichnis und einem anderen Dokument erwähnte Unterlage wird stets mit ihrer Folgenummer versehen;

3° innerhalb eines Monats nach dem Ablauf jedes Kalenderquartals ist dem in Art. 1, Absatz 4 bezeichneten Büro eine Erklärung in doppelter Ausfertigung abzugeben, die datiert und für mit seiner Buchführung als gleichlautend genehmigt wird, in der für das abgelaufene Quartal die Anzahl Exemplare der von ihm oder durch seine Vermittlung erstellten Akten und Schriftstücke, die kraft Artikel 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches der Steuer unterliegen, angegeben wird, wobei diese je nach der betroffenen Bestimmung geordnet sind. Innerhalb der gleichen Frist wird der Betrag der geschuldeten Stempelsteuern auf das laufende Postkonto des genannten Büros überwiesen. Ein Exemplar der Erklärung wird mit einer Empfangsbestätigung versehen und dem Meldepflichtigen zurückgeschickt;

4° jedes Schriftstück, für das die Stempelsteuer mittels Erklärung zugunsten des Staats zu zahlen ist, wird mit einem wie folgt verfassten sichtbaren Vermerk versehen: "Stempelsteuer in Höhe von 5 Euro mittels Erklärung zu zahlen durch (Bezeichnung der Verwaltung oder der öffentlichen Einrichtung)."

Die Absätze 2 bis 5 von Artikel 26 sind anwendbar.»

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 76 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2003 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 73 und 75, Absatz 2, die am 1. Juni 2002 in Kraft treten.

(INOFFIZIELLE ÜBERSETZUNG)

ANLAGE 2

Koordinierter Wortlaut der Artikel 1, 26 und 26bis des Erlasses des Regenten vom 18. September 1947 zur Durchführung des Stempelsteuergesetzbuches, so wie er ab dem 1. Januar 2003 anwendbar sein wird

Art. 1

(abgeändert durch Art. 1 des Erlasses des Regenten vom 23. April 1951, Art. 1 des Königlichen Erlasses vom 3. Dezember 1965, Art. 1 des Königlichen Erlasses vom 18. April 1967, Art. 1 des Königlichen Erlasses vom 9. Oktober 1967, Art. 1 des Königlichen Erlasses vom 12. August 1970, Art. 16 des Königlichen Erlasses vom 11. Dezember 2001 und Art. 64 des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2002)

Die Zahlung der auf die in Art. 4 Absatz 2, 5 Absatz 2, 8, 11, 14 und 21 des Stempelsteuergesetzbuches erwähnten Akten und Schriftstücke geschuldeten Steuer muss unter Vorbehalt der Bestimmungen von Art. 31 Absatz 2 und 38 desselben Gesetzbuches durch das Anbringen und Entwerten von Klebmarken oder von außerordentlichen Marken auf den besagten Akten oder Schriftstücken festgestellt werden.

Dasselbe gilt für die auf die in Art. 4 Absatz 1 bzw. 5 Absatz 1 des Gesetzbuches erwähnten Akten und Verzeichnisse geschuldete Steuer, wenn keine von der Verwaltung bestempelten und bereitgestellten Papiere gebraucht werden, entweder aufgrund einer besonderen Gesetzesbestimmung oder einer von dem Minister der Finanzen oder seines Vertreters gewährten Abweichung.

Der Gebrauch von Klebmarken kann durch das Abstempeln anhand einer Maschine ersetzt werden, in Übereinstimmung mit der einschlägigen Regelung.

In Abweichung von Absatz 1 kann die für in Art. 8, 13° bis 20° und 22° und Art. 11, 1°, 3°, 4° und 6° des Gesetzbuches angeführten Akten und Schriftstücke geschuldete Steuer in bar gezahlt werden, unter Einhaltung der in Art. 26 und 26bis des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bedingungen, auf der Grundlage von regelmäßigen Erklärungen, die dem Stempelbüro oder mangels dessen dem Registrierungsbüro, das mit der Registrierung von in seinem Zuständigkeitsgebiet erstellten gerichtlichen Akten beauftragt ist, übermittelt werden.

Die geschuldeten Steuern werden beglichen:

1° wenn sie in Anwendung von Art. 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches von der Verwaltung, der öffentlichen Einrichtung, dem Standesbeamten oder dem Bürgermeister oder dessen Vertreter für von ihnen erstellte oder durch ihre Vermittlung abgeschlossene Akten oder Schriftstücke geschuldet werden;

2° wenn sie in Anwendung von Art. 11, 1°, 3°, 4° und 6° des Gesetzbuches von einer Bank oder einer im Sinne von Art. 54 desselben Gesetzbuches gleichgestellten Person für von ihnen erstellte oder angenommene Akten oder Schriftstücke geschuldet werden;»

Art. 26

(Königlicher Erlass vom 12. August 1970, Art. 2, abgeändert durch Art. 240 des Gesetzes vom 22. Dezember 1989, Art. 1 des Königlichen Erlasses vom 27. August 1993 und 65 des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2002)

Die Bank oder die einer Bank gleichgestellte Person, die von der Möglichkeit Gebrauch machen möchte, die für in Art. 11, 1°, 3°, 4° oder 6° erwähnte Akten und Schriftstücke, die sie aufgestellt oder angenommen hat, geschuldeten Steuern in bar zu zahlen, muss im Voraus dem Generaldirektor des Katasters, der Registrierung und der Domänen per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mitteilen, dass sie sich dazu verpflichtet, die nachstehend angeführten Bestimmungen einzuhalten, wobei sie unter Anlehnung an den vorgenannten Artikel 8 die Kategorien von Akten und Schriftstücken bestimmt, für die die Zahlung der Steuer in bar erfolgt.

1° Die Bank oder die ihr gleichgestellte Person muss über eine Buchführung verfügen, die es ermöglicht, die Anzahl der kraft Art. 11, 4° des Gesetzbuches der Steuer unterliegenden Kontoabschlüsse oder -auszüge zu bestimmen.

2° Die Bank oder die ihr gleichgestellte Person muss Verzeichnisse oder sonstige Dokumente führen, auf denen die kraft Art. 11, 1°, 3° oder 6° des Gesetzbuches der Steuer unterliegenden Akten und Schriftstücke ab ihrer Verfassung oder Annahme nach einer fortlaufenden Numerierung vermerkt sind. Neben der Folgenummer enthält dieser Vermerk ebenfalls die Art des Geschäfts, den Namen des Kunden, die Anzahl der der Steuer unterliegenden Exemplare und den Betrag der geschuldeten Steuern. Jede im Verzeichnis und einem anderen Dokument erwähnte Unterlage wird stets mit ihrer Folgenummer versehen.

3° Innerhalb eines Monats nach dem Ablauf jedes Kalenderquartals hat die Bank oder die ihr gleichgestellte Person dem in Art. 1, Absatz 4 bezeichneten Büro eine Erklärung in doppelter Ausfertigung abzugeben, die datiert und mit ihrer Buchführung als gleichlautend genehmigt wird, in der für das abgelaufene Quartal einerseits die Anzahl Exemplare der von ihr aufgestellten oder akzeptierten Akten und Schriftstücke, die kraft Artikel 11, 1°, 3° oder 6° der Steuer unterliegen, und andererseits die Anzahl der von ihr aufgestellten Kontoabschlüsse und -auszüge, die kraft Artikel 11, 4° der Steuer unterliegen, angegeben werden.

Innerhalb der gleichen Frist wird der Betrag der geschuldeten Steuern auf das laufende Postkonto des vorgenannten Büros überwiesen. Ein Exemplar der Erklärung wird mit einer Empfangsbestätigung versehen und dem Meldepflichtigen zurückgeschickt.

4° Die Schriftstücke, für die die Stempelsteuer mittels Erklärung zugunsten des Staats zu zahlen ist, werden mit einem wie folgt verfassten Vermerk versehen: «Stempelsteuer in Höhe von 0,15 Euro mittels Erklärung zu zahlen durch (Gesellschaftsname der Bank oder der gleichgestellten Person).

Der Minister der Finanzen oder sein Vertreter kann unter den von ihnen bestimmten Bedingungen Abweichungen von den Bestimmungen des vorliegenden Artikels gewähren.

Werden nach erfolgter Überprüfung Fehler oder Versäumnisse in den Erklärungen festgestellt, so wird dem zuständigen Büro eine Sondererklärung übermittelt, in der die Folgen der Berichtigung dieser Fehler oder Versäumnisse zum Vorschein kommen. Die zusätzlichen Steuern müssen sofort nach der Feststellung dieser Fehler oder Versäumnisse gezahlt werden.

Im Falle einer überschüssigen Zahlung wird der Überschuss auf den Betrag der nächsten Überweisung angerechnet, unter Vorbehalt des Überprüfungsrechts der Verwaltung.

Die Verzeichnisse und sonstigen Dokumente, die in Anwendung von Punkt 2° geführt werden, müssen während fünf Jahren ab der letzten Eintragung aufbewahrt werden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld, dessen Betrag der nicht gezahlten Steuer entspricht und mindestens 25 Euro beträgt, geahndet.

Art. 26 bis

(eingefügt durch Art. 66 des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2002)

Die Verwaltung, die öffentliche Einrichtung, der Standesbeamte oder der Bürgermeister oder dessen Vertreter, der von der Möglichkeit Gebrauch machen möchte, die für die Akten und Schriftstücke im Sinne von Art. 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches geschuldete Steuer in bar zu zahlen, muss die folgenden Bedingungen einhalten:

1° dem Generaldirektor des Katasters, der Registrierung und der Domänen im Voraus per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mitteilen, dass er sich dazu verpflichtet, die nachstehend unter 2° bis 4° angeführten Vorschriften einzuhalten, wobei er unter Anlehnung an den vorgenannten Artikel 8 die Kategorien von Akten und Schriftstücken bestimmt, für die die Zahlung der Steuer in bar erfolgt;

2° ein Verzeichnis oder anderes Dokument führen, in dem die Akten und Schriftstücke, die kraft Art. 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches der Steuer unterliegen, ab ihrer Verfassung nach einer fortlaufenden Numerierung vermerkt sind. Neben der Folgenummer enthält dieser Vermerk ebenfalls die Art der Unterlage, die Person, der die Unterlage ausgehändigt wird oder durch deren Vermittlung die Unterlage erstellt wurde, die Anzahl der der Steuer unterliegenden Exemplare, und den Betrag der geschuldeten Steuer. Jede im Verzeichnis und einem anderen Dokument erwähnte Unterlage wird stets mit ihrer Folgenummer versehen;

3° innerhalb eines Monats nach dem Ablauf jedes Kalenderquartals ist dem in Art. 1, Absatz 4 bezeichneten Büro eine Erklärung in doppelter Ausfertigung abzugeben, die datiert und für mit seiner Buchführung als gleichlautend genehmigt wird, in der für das abgelaufene Quartal die Anzahl Exemplare der von ihm oder durch seine Vermittlung aufgestellten Akten und Schriftstücke, die kraft Artikel 8, 13° bis 20° und 22° des Gesetzbuches der Steuer unterliegen, angegeben wird, wobei diese je nach der betroffenen Bestimmung eingestuft sind. Innerhalb der gleichen Frist wird der Betrag der geschuldeten Steuern auf das laufende Postkonto des genannten Büros überwiesen. Ein Exemplar der Erklärung wird mit einer Empfangsbestätigung versehen und dem Meldepflichtigen zurückgeschickt;

4° jedes Schriftstück, für das die Stempelsteuer mittels Erklärung zugunsten des Staats zu zahlen ist, wird mit einem wie folgt verfassten sichtbaren Vermerk versehen: «Stempelsteuer in Höhe von 5 Euro mittels Erklärung zu zahlen durch (Bezeichnung der Verwaltung oder der öffentlichen Einrichtung).»

Die Absätze 2 bis 5 von Artikel 26 sind anwendbar.

(INOFFIZIELE ÜBERSETZUNG)

ANLAGE 3

Auszug aus dem *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Mai 2002

8. MAI 2002 — Ministerieller Erlass in Ausführung des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2002 betreffend den Güterkraftverkehr

Titel II - Verkehrsgenehmigungen

KAPITEL III - *In Belgien niedergelassene Betriebe*
Für nationale und gemeinschaftliche Verkehrsgenehmigungen gemeinsame Bestimmungen

Abschnitt 6 — Stempelsteuer und Gebühren

Art. 29

§ 1. Der der für die erste Aushändigung, die Erneuerung, den Ersatz oder die Aushändigung eines Duplikats des Originals und der Abschriften der nationalen oder gemeinschaftlichen Verkehrsgenehmigungen geschuldeten Stempelsteuer entsprechende Betrag wird bei der Durchführung dieser Handlungen angefordert.

Dieser Betrag wird durch die Inhaber der in Absatz 1 erwähnten Verkehrsgenehmigungen auf das Konto der Landtransportverwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach der Ausstellung der diesbezüglichen Zahlungsaufforderung überwiesen.

§ 2. Die von den Inhabern der in § 1 erwähnten Verkehrsgenehmigungen geschuldete Gebühr wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Ausstellung der diesbezüglichen Zahlungsaufforderung auf das Konto der VoE «Institut du Transport routier» überwiesen.

Art. 48

Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2003 in Kraft.